



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} juillet 2021
Français
Original : anglais/espagnol

Soixante-seizième session

Points 101 b), k) et o) de la liste préliminaire*

Désarmement général et complet

Désarmement nucléaire ; suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires ; réduction du danger nucléaire

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport annuel porte sur les activités entreprises pour faciliter l'application des accords de désarmement nucléaire et de non-prolifération, et rassemble les avis communiqués par les États Membres.

* A/76/50.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Observations	3
III. Informations reçues des États	6
Cuba	6
Guyana	8
Mexique	9
Venezuela (République bolivarienne du)	10

I. Introduction

1. Le présent rapport fait suite aux demandes formulées dans les résolutions [75/57](#), [75/63](#) et [75/66](#) de l'Assemblée générale.
2. Au paragraphe 3 de la résolution [75/66](#), l'Assemblée générale a prié tous les États de tenir le Secrétaire général informé des efforts qu'ils faisaient et des mesures qu'ils prenaient en application de la résolution et aux fins du désarmement nucléaire, et prié le Secrétaire général de lui communiquer ces informations à sa soixante-seizième session.
3. Au paragraphe 22 de la résolution [75/63](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-seizième session, un rapport sur l'application de la résolution.
4. Au paragraphe 5 de la résolution [75/57](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de redoubler d'efforts et de soutenir les initiatives propres à favoriser l'application pleine et entière des sept recommandations formulées dans le rapport du Conseil consultatif pour les questions de désarmement qui permettraient de réduire sensiblement le risque de guerre nucléaire ([A/56/400](#), par. 3), de continuer à inviter les États Membres à envisager de convoquer une conférence internationale pour définir les moyens d'éliminer les dangers nucléaires, comme il était proposé dans la Déclaration du Millénaire (résolution [55/2](#)), et de lui en rendre compte à sa soixante-seizième session.
5. Par une note verbale datée du 18 février 2021, les États Membres ont été invités à faire connaître leurs vues sur la question. Les communications reçues des États Membres figurent dans la section III ci-après ; les communications reçues après la date limite seront affichées sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement (www.un.org/disarmament), uniquement dans la langue de l'original. Aucun additif ne sera publié.

II. Observations

6. Depuis la présentation du précédent rapport ([A/75/138](#)), les États se sont efforcés de diverses manières de faciliter la mise en œuvre des accords de désarmement nucléaire et de non-prolifération. Ainsi, notamment :

a) Une réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale a été organisée en ligne le 26 août 2020 afin de célébrer et de promouvoir la Journée internationale contre les essais nucléaires. Le Président de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, Tijjani Muhammad-Bande (Nigéria), et la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement ont fait des déclarations liminaires. L'ancienne Présidente de la Finlande, Tarja Halonen, le Secrétaire exécutif du Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, Mukhtar Tileuberdi, la militante antinucléaire Karina Lester, fille de feu Yami Lester, qui est devenu aveugle à la suite d'essais nucléaires menés dans les années 1950, et la porte-parole de Reverse the Trend, réseau mondial de jeunes consacré à la lutte contre les armes nucléaires et les changements climatiques, Selina Nelrok Leem, ont également fait des discours liminaires. Après ces allocutions, l'Assemblée a tenu un débat en séance plénière afin de souligner l'importance de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en vue de mettre un terme, juridiquement et de manière vérifiable, aux essais d'armes nucléaires et d'autres dispositifs nucléaires ;

b) En application de la résolution 68/32 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a proclamé le 26 septembre Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, la réunion commémorative s'est tenue le 2 octobre 2020. Elle a été présidée par le Président de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, Volkan Bozkir (Turquie). À l'occasion de la Journée internationale, le Secrétaire général a publié un message dans lequel il a invité les États dotés d'armes nucléaires à prendre la tête des efforts visant à les éliminer, notamment en mettant en œuvre les engagements qu'ils ont pris en matière de désarmement. Comme les années précédentes, la société civile a également beaucoup contribué à la célébration et à la promotion de la Journée internationale ;

c) Une série de consultations informelles se sont tenues en ligne afin de régler des questions d'organisation liées à la Commission du désarmement, dans l'intention de convoquer la session de fond de 2021 du 5 au 23 avril, conformément à la décision 75/519 A de l'Assemblée générale. Cependant, la Commission n'a pas été en mesure de résoudre un certain nombre de problèmes d'organisation et l'Assemblée a décidé le 25 mars de reporter la session à une période qu'elle fixerait ultérieurement (décision 75/519 B) ;

d) Les présidents successifs de la Conférence du désarmement ont travaillé sur plusieurs versions d'un projet de programme de travail pour la session de 2021, dans le cadre de laquelle il était prévu de créer des organes subsidiaires, mais les États membres de la Conférence ne sont pas parvenus à un consensus. En raison des mesures de confinement imposées lors de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la session 2021 de la Conférence a commencé ses travaux de manière entièrement virtuelle. Les réunions hybrides associant une participation à distance et en présentiel en nombre limité ont repris lors de la deuxième partie de la session, à compter du 22 juin. Au 11 juin, la Conférence avait accueilli un nombre record de 55 intervenants de haut niveau ;

e) Les deux États dotés des arsenaux nucléaires les plus importants ont continué d'appliquer les réductions convenues dans le Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs. Selon les informations qu'ils ont transmises, les États-Unis et la Fédération de Russie ont atteint les principaux objectifs de limitation des armements stratégiques définis dans le Traité. D'après les données qu'ils ont communiquées sur leurs dotations globales en armements stratégiques offensifs, au 1^{er} mars, la Fédération de Russie avait déployé 517 missiles balistiques intercontinentaux, missiles balistiques à lanceur sous-marin et bombardiers lourds, et possédait 1 456 têtes militaires pour ces dispositifs, tandis que les États-Unis avaient déployé 651 missiles balistiques intercontinentaux, missiles balistiques à lanceur sous-marin et bombardiers lourds, et possédaient 1 357 têtes militaires pour ces dispositifs. Le 3 février, les parties ont échangé des documents en vue de proroger le Traité pour une période de cinq ans, jusqu'au 4 février 2026. Le Traité restera en vigueur jusqu'à cette date, à moins qu'il ne soit remplacé plus tôt par un accord ultérieur sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs.

7. Outre les mesures recensées ci-dessus, d'autres initiatives multilatérales susceptibles de contribuer à l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires ont été prises :

a) Le 28 octobre, en raison de la pandémie de COVID-19, les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ont décidé de reporter une nouvelle fois la Conférence d'examen de 2020 à une date ultérieure, au plus tard en août 2021. Initialement prévue du 27 avril au 22 mai 2020, la Conférence d'examen avait déjà été reportée une première fois. Pendant l'interruption causée par les reports,

le Président désigné de la Conférence d'examen a tenu plusieurs consultations informelles sur des questions de fond et de procédure avec les États parties par visioconférence. En collaboration avec les organisations partenaires, le Bureau des affaires de désarmement a organisé une série de webinaires sur des sujets en rapport avec le Traité et la Conférence d'examen. Il a continué à mettre en œuvre un projet financé par l'Union européenne, conformément à la décision (PESC) 2019/615 du Conseil du 15 avril 2019 sur le soutien de l'Union aux activités préparatoires à la Conférence d'examen de 2020. Cependant, en raison de la pandémie, aucune des deux dernières réunions régionales qui étaient prévues dans le cadre du projet n'ont pu avoir lieu ;

b) Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur le 22 janvier 2021, après le dépôt auprès du Secrétaire général du cinquantième instrument de ratification ou d'adhésion, le 24 octobre 2020. Au 1^{er} juillet 2021, 86 États avaient signé le Traité, 52 l'avaient ratifié et 2 États y avaient adhéré ;

c) Dans un message vidéo publié le 1^{er} octobre 2020 par les Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, de la Finlande, du Japon et des Pays-Bas ont appelé de leurs vœux l'entrée en vigueur du Traité. En raison de la pandémie, le groupe n'a pas pu tenir les réunions ministérielles qu'il organise deux fois par an en marge du débat général de l'Assemblée générale ;

d) En 2018, le Bureau des affaires de désarmement a commencé à mettre en œuvre un projet triennal financé par l'Union européenne, conformément à la décision (UE) 2017/2284 du Conseil visant à accorder un soutien à des États des régions Afrique, Asie-Pacifique et Amérique latine-Caraïbes en vue d'une participation au processus consultatif mené par le groupe d'experts de haut niveau chargé de l'élaboration du traité interdisant la production de matières fissiles. En 2020, les activités du projet ont beaucoup pâti de la pandémie. En particulier, cinq tables rondes nationales étaient en train d'être organisées, mais n'ont pas pu avoir lieu comme prévu initialement en raison de la situation sanitaire. Cependant, en s'appuyant sur les diverses activités menées dans le cadre du projet, le Bureau a élaboré et publié en 2021 une étude de la série Occasional Papers intitulée « Advancing the process to negotiate a fissile material cut-off treaty: the role of States in the African, Asia-Pacific and Latin American and Caribbean regions », ce qui a permis de clôturer le projet ;

e) La deuxième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, initialement prévue du 16 au 20 novembre 2020, a été reportée en raison de la pandémie (décision [A/CONF.236/DEC.5](#)) et devrait se tenir du 29 novembre au 3 décembre 2021. Pendant l'intersession, le Bureau des affaires de désarmement a continué d'aider les États participants à appliquer les textes issus de la première session de la Conférence en organisant, en collaboration avec ces États, deux ateliers informels en ligne sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience en ce qui concerne les zones exemptes d'armes nucléaires existantes, qui se sont tenus en juillet 2020 et en février 2021 ;

f) Par sa résolution [74/50](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur les questions de fond présentées dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux des questions de vérification du désarmement nucléaire, qui s'est réuni en 2018 et 2019 ([A/74/90](#)). Son rapport sur la vérification du désarmement nucléaire, qui contient ces vues, a été présenté à l'Assemblée à sa soixante-quinzième session ([A/75/126](#)). L'Assemblée générale a demandé également au Secrétaire général de créer un nouveau groupe d'experts gouvernementaux pour examiner plus avant les questions de vérification du désarmement nucléaire, notamment la possibilité de créer un groupe d'experts

scientifiques et techniques, sur la base du rapport du précédent Groupe d'experts gouvernementaux et des vues des États Membres dont il est question dans le rapport du Secrétaire général. Le Secrétaire général a invité les gouvernements des pays suivants à désigner un expert ou une experte qui participera aux travaux du Groupe à titre personnel : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Égypte, États-Unis, Fédération de Russie, France, Hongrie, Inde, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Mexique, Nigéria, Norvège, Pakistan, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède. Le Groupe devrait se réunir à Genève pour quatre sessions d'une semaine chacune, en 2021 et en 2022.

8. En dépit des avancées réalisées dans la mise en œuvre des accords de désarmement et de non-prolifération et dans la poursuite de ces objectifs au moyen de nouvelles initiatives, des obstacles demeurent et l'impatience se fait de plus en plus sentir devant la lenteur des progrès. On note en particulier ce qui suit :

a) Malgré les discussions de fond qui ont eu lieu à la session de 2021, la Conférence du désarmement n'a pas repris ses négociations ;

b) S'il est vrai que des efforts ont été faits pour réduire les arsenaux existants, on estime qu'il existe encore plus de 10 000 armes nucléaires, déployées et non déployées. Qui plus est, des États continuent de miser sur les armes nucléaires dans leurs politiques de défense et de sécurité, et ceux qui détiennent des armes nucléaires continuent d'élaborer des programmes destinés à moderniser ces armes, leurs vecteurs et les infrastructures connexes ;

c) En 2020, aucun progrès n'a été fait en ce qui concerne les pourparlers entre les deux Corées ou entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis. Les États-Unis se sont dits prêts à poursuivre le dialogue mais n'ont pas eu de réponse de la République populaire démocratique de Corée depuis le sommet qui s'est tenu à Hanoï en 2019. La République populaire démocratique de Corée a continué à tester des missiles balistiques à courte portée et des roquettes d'artillerie, conduisant des tirs à quatre reprises. Le 10 octobre 2020, le pays a organisé son premier défilé militaire depuis 2018, au cours duquel il a dévoilé plusieurs nouvelles armes, dont un gigantesque missile balistique intercontinental mobile à combustible liquide et un missile balistique à lanceur sous-marin.

9. Conformément au programme de désarmement intitulé « Assurer notre avenir commun », lancé par le Secrétaire général le 24 mai 2018 à Genève, ce dernier et la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement continueront d'intensifier leurs efforts pour faciliter le dialogue entre les États Membres dans des cadres officiels et officieux, l'objectif étant d'aider les pays à retrouver une vision et une voie communes afin de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires.

III. Informations reçues des États

Cuba

[Original : espagnol]
[20 mai 2021]

Cuba réaffirme l'importance de la conclusion tirée par la Cour internationale de Justice selon laquelle il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace.

Nous nous félicitons de l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le 22 janvier 2021. Cet instrument renforce le caractère illégal de ces

armes, crée une nouvelle norme de droit international qui les interdit en toutes circonstances et met en place un cadre solide et juridiquement contraignant pour leur destruction et leur élimination totale de manière transparente, irréversible et vérifiable. Cuba est fière d'être signataire de ce traité depuis le 20 septembre 2017, date à laquelle il a été ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies, et d'avoir été le cinquième pays à le ratifier.

Il est regrettable que près de 25 ans après que la Cour internationale de Justice a déclaré l'utilisation d'armes nucléaires illégale dans son avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, les pays détenteurs de telles armes aient si peu progressé dans l'élimination de leurs arsenaux. Au contraire, la dissuasion nucléaire continue d'être un élément essentiel des doctrines militaires de défense et de sécurité de certains États, qui prévoient même d'utiliser des armes nucléaires en réponse à des menaces stratégiques dites non nucléaires.

Il est préoccupant et choquant de constater que les États dotés d'armes nucléaires et d'autres pays protégés par le « parapluie nucléaire » continuent de violer les obligations juridiques que leur impose l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et refusent d'adhérer au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Les initiatives prises pour perfectionner et moderniser les arsenaux nucléaires sont inacceptables et incompatibles avec l'objectif global d'un monde exempt de ces armes et contreviennent aux normes et aux principes du droit international et à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice.

Cuba a participé activement aux principales instances multilatérales qui traitent de la question, telles que les réunions de haut niveau visant à commémorer et promouvoir la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. En tant qu'État partie au Traité sur la non-prolifération, au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, par lequel la première zone fortement peuplée exempte d'armes nucléaires a été créée, Cuba a demandé aux États dotés de l'arme nucléaire de participer aux négociations multilatérales tendant au désarmement nucléaire sous tous ses aspects, et poursuivra sans relâche ses efforts à cet égard.

Tandis que prévalent les politiques d'ingérence unilatérales, nous réaffirmons que la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, signée par les chefs d'État et de gouvernement lors du deuxième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, tenu à La Havane en 2014, reste pleinement applicable.

Nous rappelons que nous défendons le droit inaliénable de tous les États à l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination, compte tenu de sa contribution au développement socioéconomique des nations. Nous soulignons notre volonté politique de renforcer et de consolider le multilatéralisme et de respecter les traités internationaux en matière de désarmement, notamment nucléaire. Nous maintenons notre position de principe selon laquelle la seule garantie efficace contre la menace ou l'emploi d'armes nucléaires réside dans l'élimination totale de ces armes, de manière transparente, vérifiable et irréversible, dans un délai déterminé.

Guyana

[Original : anglais]

[31 mai 2021]

Cadre juridique international

En ce qui concerne le cadre juridique international relatif aux armes nucléaires, le Guyana est partie aux instruments suivants :

- Traité sur l'interdiction des armes nucléaires
- Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
- Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes
- Convention sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires
- Accord de garanties généralisées entre le Guyana et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
- Protocole relatif aux petites quantités de matières

Droit national

Outre les instruments internationaux susmentionnés, les lois nationales ci-après portent sur certains aspects des armes nucléaires et du désarmement :

- La loi n° 15 sur la lutte contre le terrorisme et les activités liées au terrorisme de 2015 érige en infractions le terrorisme, l'utilisation d'armes et de dispositifs nucléaires et la fourniture d'armes nucléaires à des fins terroristes. Elle crée également d'autres infractions pénales liées au nucléaire. En outre, la législation antiterroriste comprend des dispositions qui interdisent expressément certains aspects de la fabrication, de l'acquisition, de la possession, de la mise au point, du transport, du transfert ou de l'utilisation d'armes ou de dispositifs nucléaires. Elle prévoit également un ensemble complet de dispositions qui érigent en infractions pénales des actes de facilitation tels que l'aide et le soutien aux activités et aux groupes terroristes ainsi que le financement de ceux-ci. Des mesures sont en outre prévues en matière d'enquête et de répression, ainsi que des sanctions importantes pour les personnes reconnues coupables des infractions visées par la législation antiterroriste (voir les articles 3 à 16 et 20). De plus, les articles 23 à 25 portent sur les matières radioactives et les installations nucléaires et définissent des infractions pénales spécifiques à cet égard, telles que la manipulation et l'utilisation de dispositifs radioactifs et nucléaires dans l'intention de causer des dommages à une personne ou à un bien.
- La loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (10:11), qui prévoit le gel des fonds ou d'autres avoirs détenus par des personnes ou des entités figurant sur la liste ou impliquées dans le financement de la prolifération, s'inscrit dans le cadre des résolutions [1718 \(2006\)](#) et [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité et des résolutions qui leur ont succédé. La disposition applicable est l'article 68 e) de la loi. En outre, l'article 68 i) de la loi prévoit que les noms des personnes ou des entités impliquées dans le financement de la prolifération seront soumis au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#), afin que celui-ci les inscrive sur la liste.
- L'article 309 a) de la loi sur la procédure pénale (infractions) (8:01) érige en infraction les actes de terrorisme et prévoit également une série d'infractions de

facilitation. Cette disposition vise en particulier les délinquants qui font l'apologie du terrorisme, apportent aide, encouragement et conseils afin qu'un acte de terrorisme soit commis, incitent à commettre ou facilitent délibérément un tel acte. En outre, elle érige en infractions les tentatives et les actes préparatoires accomplis en vue de commettre un attentat terroriste. La personne qui commet ces actes de facilitation est passible de sanction au même titre que si elle était coupable de l'infraction principale qu'elle a tenté de commettre.

Élaboration d'un cadre juridique

À l'heure actuelle, le Gouvernement guyanien, par l'intermédiaire du Ministère de la santé, travaille en collaboration avec l'AIEA afin d'élaborer un cadre juridique complet relatif aux matières nucléaires et radioactives. L'AIEA a promis au Gouvernement de lui apporter un soutien en matière de rédaction de textes législatifs et de renforcement des capacités. Cette initiative permettra d'élaborer des lois sur l'utilisation de la radiothérapie tout en tenant compte de la sûreté, de la sécurité et des garanties nucléaires.

Mexique

[Original : espagnol]
[31 mai 2021]

Selon l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date de 1996 sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, les États ont l'obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire sous tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace. Dans cette optique, l'État mexicain participe activement et volontairement aux différentes instances multilatérales et régionales chargées des négociations et des discussions sur le désarmement nucléaire.

Fidèle aux principes de sa politique étrangère, le Mexique a contribué activement aux efforts qui ont conduit à l'adoption du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le 7 juillet 2017. En outre, il a continué d'encourager la signature et la ratification du Traité, ainsi que l'adhésion à celui-ci. Le Traité, dont l'adoption et la récente entrée en vigueur, le 22 janvier 2021, représentent une avancée majeure en matière de désarmement nucléaire, marque une étape historique : il interdit la production, la possession, l'emploi et le transfert d'armes nucléaires pour les États qui sont déjà parties à cet instrument international et pour ceux qui décideront d'y adhérer. Il est conforme à l'obligation énoncée dans l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, complète ce traité et favorise son application.

À cet égard, le Mexique participera à la première réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui doit se tenir en janvier 2022. En outre, il sera représenté au plus haut niveau possible à la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a été reportée et dont la date n'a pas encore été fixée.

Par ailleurs, depuis 2009, le Mexique propose, dans le cadre de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, une modification visant à ériger en crime de guerre l'emploi d'armes nucléaires lors d'un conflit armé international.

Enfin, à la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, le Mexique a présenté à la Première Commission, conjointement avec d'autres États, les résolutions et décisions suivantes sur des questions liées au désarmement nucléaire :

- a) Résolution 75/39 : Conséquences humanitaires des armes nucléaires ;
- b) Résolution 75/40 : Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ;
- c) Résolution 75/61 : Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ;
- d) Résolution 75/65 : Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire ;
- e) Résolution 75/73 : Impératifs éthiques pour un monde exempt d'armes nucléaires ;
- f) Résolution 75/80 : Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement ;
- g) Résolution 75/87 : Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Venezuela (République bolivarienne du)

[Original : espagnol]

[13 mai 2021]

Conformément au paragraphe 3 de la résolution 75/66 de l'Assemblée générale, intitulée « Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires », par laquelle l'Assemblée a prié tous les États de tenir le Secrétaire général informé des efforts qu'ils faisaient et des mesures qu'ils prenaient en application de la résolution et aux fins du désarmement nucléaire, le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela déclare ce qui suit :

- Le 19 février 2021, le Venezuela a communiqué une déclaration dans laquelle il a indiqué s'il avait été propriétaire ou détenteur d'armes nucléaires ou de dispositifs explosifs nucléaires ou s'il en avait contrôlés, et s'il avait mené des programmes d'armement nucléaire sur son territoire, comme il y est tenu au titre de l'article 2 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, sachant que le Traité entrerait en vigueur le 22 février 2021.
- À l'occasion du débat de haut niveau de la Conférence du désarmement, le 22 février 2021, le Venezuela a réaffirmé son engagement en faveur du régime international de désarmement, de non-prolifération et de contrôle des armes. Dans ce contexte, il a souligné l'importance de dynamiser la Conférence du désarmement, instance multilatérale qui offre au monde un cadre privilégié pour la négociation et le renforcement de la confiance et représente une garantie de paix et de sécurité face aux menaces multiformes auxquelles font face les pays, sachant que le désarmement nucléaire est la principale priorité en matière de sécurité internationale. Il a également demandé qu'il soit procédé à un examen complet de l'application des dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui repose sur trois piliers, afin de permettre la réalisation d'importants progrès en vue d'atteindre l'objectif consistant à instaurer un monde exempt d'armes nucléaires, grâce à l'élimination totale de ces armes de manière irréversible, vérifiable et non discriminatoire.
- Approuvant pleinement la résolution susmentionnée, le Venezuela a appelé les États Membres à reprendre le dialogue et les consultations dans le cadre de la Conférence du désarmement, seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement, afin que celle-ci puisse relancer ses travaux de fond, conformément au mandat qui lui a été confié, et se réapproprier sa mission en

évitant la politisation. Dans ce contexte, il a dénoncé les répercussions de la tendance croissante de certains États à soumettre le désarmement nucléaire à des conditions, en invoquant des considérations géopolitiques et des définitions subjectives et non consensuelles ayant trait au climat international en matière de sécurité, et il a contesté la place centrale accordée aux arsenaux nucléaires dans les nouvelles doctrines de sécurité nationale, comme dans le cas de la révision de la position nucléaire des États-Unis d'Amérique de février 2018.
